RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

BUDGET GÉNÉRAL
MISSION MINISTÉRIELLE
RAPPORTS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE RÈGLEMENT
DU BUDGET ET D'APPROBATION DES COMPTES POUR

2019

ÉLECTRIFICATION RURALE

PROGRAMME 793

Électrification rurale

ÉLECTRIFICATION RURALE

Bilan stratégique du rapport annuel de performances 4
Objectifs et indicateurs de performance 5
Présentation des crédits 8
Justification au premier euro 12

BILAN STRATÉGIQUE DU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCES

Laurent MICHEL
Directeur général de l'énergie et du climat
Responsable du programme n° 793 : Électrification rurale

Le présent programme est la traduction financière du soutien aux actions de renforcement du réseau d'électrification rurale prévues au septième alinéa du I de l'article L. 2224-31 du code général des collectivités territoriales. L'objectif stratégique de ce programme est de soutenir les autorités organisatrices de la distribution d'électricité (AODE), par une aide financière, dans leurs travaux de renforcement, d'extension, d'enfouissement et de sécurisation des réseaux électriques.

Les actions de renforcement et de sécurisation des réseaux constituent les postes principaux de dépenses et représentent respectivement 48 % et 28 % des aides du programme en 2019. Le renforcement des réseaux consiste principalement à réduire les départs mal alimentés du réseau de distribution, subissant des contraintes de tension ou d'intensité, en procédant à des travaux en amont du réseau. Par ailleurs, la sécurisation des réseaux doit permettre de résorber au mieux les portions de réseaux aériens basse tension en fils nus, jugées fragiles en cas de fortes intempéries, car ils ne peuvent plus transporter d'électricité dès lors qu'ils tombent à terre. Il est donc nécessaire, soit de les remplacer par du fil isolé torsadé, soit de les enfouir.

Les enveloppes provisionnelles de cofinancement accordées, dans le respect des crédits ouverts en loi de finances, aux AODE au titre d'un sous-programme de travaux, sont arrêtées chaque année par le ministre chargé de l'énergie, après avis du conseil à l'électrification rurale. Celui-ci est composé notamment de représentants des autorités organisatrices de la distribution d'électricité, de représentants des distributeurs (essentiellement Enedis) et des représentants des ministres concernés (ministres chargés de l'énergie, du budget, des collectivités locales, de l'aménagement du territoire et le ministre ordonnateur disposant des crédits du programme 793).

Le décret n° 2013-46 du 14 janvier 2013 fixe les règles de gestion des aides à l'électrification rurale qui ont été précisées par l'arrêté du 27 mars 2013.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET DES INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	**Renforcement des réseaux basse tension**
INDICATEUR 1.1	Coût moyen du km de fil
INDICATEUR 1.2	Nombre de départs mal alimentés
OBJECTIF 2	**Sécurisation des réseaux basse tension en fils nus**
INDICATEUR 2.1	Nombre de km de fil nu
INDICATEUR 2.2	Coût moyen du km de fil nu pris en charge par les aides du CAS FACE

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1
Renforcement des réseaux basse tension

INDICATEUR 1.1
Coût moyen du km de fil

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Coût moyen du km de câble souterrain posé	€	87 133	89681	95000		90440	94000
Coût moyen du km de fil aérien torsadé posé	€	43 512	35111	39000		37960	36000

Commentaires techniques

Jusque dans le cadre du PAP 2016, la méthodologie de calcul proposée était fondée sur les dotations rapportées aux stocks issus des inventaires. Cette méthodologie a montré ses limites, dues au fait que le coût moyen du km de câble souterrain apparaissait inférieur au coût moyen de fil aérien torsadé.

Les deux indicateurs sont aujourd'hui calculés à partir des données issues des états d'achèvement des travaux renseignés par les AODE lors de la clôture des dossiers de renforcement. Ils correspondent à la moyenne des coûts effectivement constatés sur les opérations soldées durant l'année considérée.

INDICATEUR 1.2
Nombre de départs mal alimentés

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de départs mal alimentés	Nb	12 400	12400	10000		18240	7000

Commentaires techniques

Les chiffres 2017 et 2018 sont basés sur les stocks de l'inventaire 2017 (valeur du stock 2017 pour l'année 2017 et 2018) et ceux de 2019 sur les stocks de l'inventaire 2019.

L'inventaire des besoins en matière d'électrification rurale est effectué tous les deux ans conformément à l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales. L'inventaire 2019 a été finalisé fin 2019.

Les évolutions importantes s'expliquent par une modification de la méthode statistique d'Enedis. Le nouvel outil intègre l'impact du raccordement des producteurs autonomes d'électricité et l'adaptation des profils de consommation. Ces nouveaux paramètres ont mis en exergue plus de contraintes sur le réseau basse tension.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les résultats des coûts moyens du km de fil posé en aérien et en souterrain varient en fonction de la complexité des opérations et de la nature du terrain. Ils restent dans les ordres de grandeur constatés les années précédentes.

Le nombre de départs mal alimentés diminue régulièrement au fil des inventaires. D'autres paramètres peuvent toutefois influer d'un inventaire à l'autre, en fonction notamment du dynamisme démographique et des variations de périmètre de la zone électrification rurale.

OBJECTIF 2
Sécurisation des réseaux basse tension en fils nus

INDICATEUR 2.1
Nombre de km de fil nu

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Nombre de km de fil nu	Nb	22 800	22800	18000		18440	22000
Nombre de km de fil nu de faible section	Nb	17 500	17500	16000		14160	15000

Commentaires techniques

Les chiffres 2017 et 2018 basés sur les stocks de l'inventaire 2017 (valeur du stock 2017 pour l'année 2017 et 2018) et ceux de 2019 sur les stocks de l'inventaire 2019.

NB : l'inventaire des besoins en matière d'électrification rurale est effectué tous les deux ans conformément à l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales. L'inventaire 2019 a été finalisé fin 2019.

INDICATEUR 2.2
Coût moyen du km de fil nu pris en charge par les aides du CAS FACE

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2017 Réalisation	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP 2019	2019 Prévision actualisée	2019 Réalisation	2020 Cible PAP 2019
Coût moyen du km de fil nu pris en charge par les aides du CAS FACE	€	48 500	65223	70000		74918	70000
Coût moyen du km de fil nu de faible section pris en charge par les aides du CAS FACE	€	53 600	62823	70000		64607	70000

Commentaires techniques

Jusque dans le cadre du PAP 2016, la méthodologie de calcul proposée était fondée sur les dotations rapportées aux stocks issus des inventaires.

L'indicateur est aujourd'hui calculé à partir des données issues des états d'achèvement des travaux renseignés par les AODE lors de la clôture des dossiers de sécurisation durant l'année en cours. Il correspond à la moyenne des coûts effectivement constatés sur les opérations soldées durant l'année considérée.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Le niveau de fils nus baisse régulièrement au fil des inventaires. L'objectif d'une résorption totale du stock à un horizon de 10 ans demeure d'actualité. D'autres paramètres peuvent toutefois influer à l'issue d'un inventaire en raison notamment du dynamisme démographique et de la variation de périmètre de la zone électrification rurale.

Le coût moyen est sujet à une forte variabilité selon que son remplacement est effectué par une mise en souterrain, plus coûteuse, ou par la pose de câble aérien torsadé.

L'écart de coût moyen de prise en charge du kilomètre de fils nus entre les sous-programmes fils nus faible section et fils nus hors faible section s'explique par la proportion d'utilisation des deux techniques (souterraine ou aérienne) et un coût très différent selon la technique employée.

En effet, le coût moyen des travaux est plus de deux fois moins élevé en aérien qu'en souterrain et la répartition des travaux en aérien et souterrain est très différente entre les opérations de ces deux sous-programmes.

La complexité des opérations ainsi que les difficultés du terrain peuvent aussi un avoir un impact sur le coût.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS

2019 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS OUVERTS ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2019 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action *Prévision LFI 2019* Consommation 2019	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
03 – Renforcement des réseaux		*164 200 000* 166 123 953	***164 200 000*** **166 123 953**	*164 200 000*
04 – Extension des réseaux		*41 600 000* 31 854 801	***41 600 000*** **31 854 801**	*41 600 000*
05 – Enfouissement et pose en façade		*42 500 000* 39 549 184	***42 500 000*** **39 549 184**	*42 500 000*
06 – Sécurisation des fils nus (hors faible section)		*48 700 000* 46 489 175	***48 700 000*** **46 489 175**	*48 700 000*
07 – Sécurisation des fils nus de faible section		*52 500 000* 49 736 834	***52 500 000*** **49 736 834**	*52 500 000*
08 – Fonctionnement	*200 000* 384 761		***200 000*** **384 761**	*200 000*
09 – Déclaration d'utilité publique (Très haute tension)		*500 000*	***500 000***	*500 000*
10 – Intempéries		*5 000 000* 9 175 890	***5 000 000*** **9 175 890**	*5 000 000*
Total des AE prévues en LFI	***200 000***	***355 000 000***	***355 200 000***	***355 200 000***
Ouvertures / annulations par FdC et AdP				
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+16 451 108		+16 451 108	
Total des AE ouvertes	371 651 108		371 651 108	
Total des AE consommées	**384 761**	**342 929 837**	**343 314 597**	

2019 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action *Prévision LFI 2019* Consommation 2019	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
03 – Renforcement des réseaux		*164 200 000* 166 368 272	***164 200 000*** **166 368 272**	*164 200 000*
04 – Extension des réseaux		*41 600 000* 46 533 328	***41 600 000*** **46 533 328**	*41 600 000*
05 – Enfouissement et pose en façade		*42 500 000* 52 258 418	***42 500 000*** **52 258 418**	*42 500 000*
06 – Sécurisation des fils nus (hors faible section)		*48 700 000* 51 959 289	***48 700 000*** **51 959 289**	*48 700 000*
07 – Sécurisation des fils nus de faible section		*52 500 000* 53 505 234	***52 500 000*** **53 505 234**	*52 500 000*
08 – Fonctionnement	*200 000* 357 779		***200 000*** **357 779**	*200 000*
09 – Déclaration d'utilité publique (Très haute tension)		*500 000* 286 724	***500 000*** **286 724**	*500 000*

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action *Prévision LFI 2019* Consommation 2019	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total	Total y.c. FdC et AdP prévus en LFI
10 – Intempéries		*5 000 000* 8 927 901	***5 000 000*** **8 927 901**	*5 000 000*
Total des CP prévus en LFI	***200 000***	***355 000 000***	***355 200 000***	***355 200 000***
Ouvertures / annulations par FdC et AdP				
Ouvertures / annulations hors FdC et AdP	+298 848 254		+298 848 254	
Total des CP ouverts	654 048 254		654 048 254	
Total des CP consommés	**357 779**	**379 839 166**	**380 196 945**	

2018 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LFI) ET DES CRÉDITS CONSOMMÉS

2018 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action *Prévision LFI 2018* Consommation 2018	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
03 – Renforcement des réseaux		*164 200 000* 172 436 571	*164 200 000*	***164 200 000*** **172 436 571**
04 – Extension des réseaux		*40 800 000* 39 228 095	*40 800 000*	***40 800 000*** **39 228 095**
05 – Enfouissement et pose en façade		*42 500 000* 45 258 899	*42 500 000*	***42 500 000*** **45 258 899**
06 – Sécurisation des fils nus (hors faible section)		*48 700 000* 52 625 242	*48 700 000*	***48 700 000*** **52 625 242**
07 – Sécurisation des fils nus de faible section		*52 500 000* 57 666 469	*52 500 000*	***52 500 000*** **57 666 469**
08 – Fonctionnement	*1 200 000* 302 392		*1 200 000*	***1 200 000*** **302 392**
09 – Déclaration d'utilité publique (Très haute tension)		*500 000*	*500 000*	***500 000***
10 – Intempéries		*2 400 000* 20 000 000	*2 400 000*	***2 400 000*** **20 000 000**
Total des AE prévues en LFI	***1 200 000***	***351 600 000***	***352 800 000***	***352 800 000***
Total des AE consommées	**302 392**	**387 215 276**		**387 517 668**

2018 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action *Prévision LFI 2018* Consommation 2018	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
03 – Renforcement des réseaux		*164 200 000* 164 439 704	*164 200 000*	***164 200 000*** **164 439 704**
04 – Extension des réseaux		*40 800 000* 40 664 937	*40 800 000*	***40 800 000*** **40 664 937**

Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action *Prévision LFI 2018* Consommation 2018	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total hors FdC et AdP prévus en LFI	Total y.c. FdC et AdP
05 – Enfouissement et pose en façade		*42 500 000* 43 938 936	*42 500 000*	***42 500 000*** **43 938 936**
06 – Sécurisation des fils nus (hors faible section)		*48 700 000* 45 692 545	*48 700 000*	***48 700 000*** **45 692 545**
07 – Sécurisation des fils nus de faible section		*52 500 000* 47 133 813	*52 500 000*	***52 500 000*** **47 133 813**
08 – Fonctionnement	*1 200 000* 235 424		*1 200 000*	***1 200 000*** **235 424**
09 – Déclaration d'utilité publique (Très haute tension)		*500 000* 128 512	*500 000*	***500 000*** **128 512**
10 – Intempéries		*2 400 000* 6 209 584	*2 400 000*	***2 400 000*** **6 209 584**
Total des CP prévus en LFI	***1 200 000***	***351 600 000***	***352 800 000***	***352 800 000***
Total des CP consommés	**235 424**	**348 208 031**		**348 443 455**

PRÉSENTATION PAR TITRE ET CATÉGORIE DES CRÉDITS CONSOMMÉS

	Autorisations d'engagement			**Crédits de paiement**		
Titre et catégorie	Consommées* en 2018	Ouvertes en LFI pour 2019	Consommées* en 2019	Consommés* en 2018	Ouverts en LFI pour 2019	Consommés* en 2019
Titre 3 – Dépenses de fonctionnement	**302 392**	**200 000**	**384 761**	**235 424**	**200 000**	**357 779**
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	302 392	200 000	384 761	235 424	200 000	357 779
Titre 6 – Dépenses d'intervention	**387 215 276**	**355 000 000**	**342 929 837**	**348 208 031**	**355 000 000**	**379 839 166**
Transferts aux collectivités territoriales	387 215 276		342 929 837	348 208 031		379 839 166
Transferts aux autres collectivités		355 000 000			355 000 000	
Total hors FdC et AdP		**355 200 000**			**355 200 000**	
Ouvertures et annulations* hors titre 2		+16 451 108			+298 848 254	
Total*	**387 517 668**	**371 651 108**	**343 314 597**	**348 443 455**	**654 048 254**	**380 196 945**

** y.c. FdC et AdP*

RÉCAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CRÉDITS

ARRÊTÉS DE REPORT HORS TRANCHES FONCTIONNELLES ET HORS FONDS DE CONCOURS

	Ouvertures				Annulations			
Date de signature	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
11/03/2019		16 451 108		298 848 254				
Total		**16 451 108**		**298 848 254**				

TOTAL DES OUVERTURES ET ANNULATIONS (Y.C. FDC ET ADP)

	Ouvertures				Annulations			
	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement		Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres	Titre 2	Autres titres
Total général		**16 451 108**		**298 848 254**				

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

ÉLÉMENTS DE SYNTHÈSE DU PROGRAMME

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
Numéro et intitulé de l'action ou de la sous-action *Prévision LFI* Consommation	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP	Titre 2 * Dépenses de personnel	Autres titres *	Total y.c. FdC et AdP
03 – Renforcement des réseaux		*164 200 000* 166 123 953	*164 200 000* 166 123 953		*164 200 000* 166 368 272	*164 200 000* 166 368 272
04 – Extension des réseaux		*41 600 000* 31 854 801	*41 600 000* 31 854 801		*41 600 000* 46 533 328	*41 600 000* 46 533 328
05 – Enfouissement et pose en façade		*42 500 000* 39 549 184	*42 500 000* 39 549 184		*42 500 000* 52 258 418	*42 500 000* 52 258 418
06 – Sécurisation des fils nus (hors faible section)		*48 700 000* 46 489 175	*48 700 000* 46 489 175		*48 700 000* 51 959 289	*48 700 000* 51 959 289
07 – Sécurisation des fils nus de faible section		*52 500 000* 49 736 834	*52 500 000* 49 736 834		*52 500 000* 53 505 234	*52 500 000* 53 505 234
08 – Fonctionnement		*200 000* 384 761	*200 000* 384 761		*200 000* 357 779	*200 000* 357 779
09 – Déclaration d'utilité publique (Très haute tension)		*500 000*	*500 000*		*500 000* 286 724	*500 000* 286 724
10 – Intempéries		*5 000 000* 9 175 890	*5 000 000* 9 175 890		*5 000 000* 8 927 901	*5 000 000* 8 927 901
Total des crédits prévus en LFI *		***355 200 000***	*355 200 000*		***355 200 000***	*355 200 000*
Ouvertures / annulations y.c. FdC et AdP		+16 451 108	+16 451 108		+298 848 254	+298 848 254
Total des crédits ouverts		371 651 108	371 651 108		654 048 254	654 048 254
Total des crédits consommés		**343 314 597**	**343 314 597**		**380 196 945**	**380 196 945**
Crédits ouverts - crédits consommés		+28 336 511	+28 336 511		+273 851 309	+273 851 309

** hors FdC et AdP pour les montants de la LFI*

Les crédits du programme « Électrification rurale » sont répartis par type de travaux éligibles à un cofinancement. Chaque type d'opération correspond à une action du programme et bénéficie à ce titre d'une enveloppe prévisionnelle de crédits.

La définition technique des types de travaux a été précisée par l'arrêté du 27 mars 2013 pris en application du décret n°2013-46 du 14 janvier 2013 relatif aux aides pour l'électrification rurale, mentionné au 9ème alinéa du I de l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales.

S'agissant des AE, l'exécution 2019 représente 96,6 % des crédits ouverts en LFI 2019. Un montant de 21,3 M€ d'engagements n'ayant pu être réalisé en fin de gestion est à reporter sur les AE 2020.

S'agissant des CP, les montants consommés en 2019 sont supérieurs de 9,1 % à ceux de 2018 et plus élevés que le seul montant des crédits ouverts en LFI 2019. La démarche de sensibilisation faite de manière récurrente auprès des AODE est également un facteur d'explication. Les reports de crédits, d'un montant de 298,8 M€, ont été consommés partiellement, en raison des modalités de paiement qui prévoient que les opérations sont financées sur un intervalle de trois ans à partir de l'année de programmation, pouvant être étendu à quatre ans sur décision du ministre chargé de l'énergie.

PASSAGE DU PLF À LA LFI

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
PLF	0	355 200 000	355 200 000	0	355 200 000	355 200 000
Amendements	0	0	0	0	0	0
LFI	**0**	**355 200 000**	**355 200 000**	**0**	**355 200 000**	**355 200 000**

DÉPENSES PLURIANNUELLES

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

AE 2019	CP 2019
AE ouvertes en 2019 * (E1) **371 651 108**	CP ouverts en 2019 * (P1) **654 048 254**
AE engagées en 2019 (E2) **343 314 597**	CP consommés en 2019 (P2) **380 196 945**
AE affectées non engagées au 31/12/2019 (E3) **0**	*dont CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019* (P3 = P2 – P4) ***344 514 762***
AE non affectées non engagées au 31/12/2019 (E4 = E1 – E2 – E3) **28 336 511**	*dont CP consommés en 2019 sur engagements 2019* (P4) ***35 682 183***

RESTES À PAYER

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 brut (R1) **658 315 260**

Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2018 (R2) **0**

Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2018 net (R3 = R1 + R2) **658 315 260**	–	CP consommés en 2019 sur engagements antérieurs à 2019 (P3 = P2 – P4) **344 514 762**	=	Engagements ≤ 2018 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R4 = R3 – P3) **313 800 498**
AE engagées en 2019 (E2) **343 314 597**	–	CP consommés en 2019 sur engagements 2019 (P4) **35 682 183**	=	Engagements 2019 non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R5 = E2 – P4) **307 632 414**
				Engagements non couverts par des paiements au 31/12/2019 (R6 = R4 + R5) **621 432 913**

Estimation des CP 2020 sur engagements non couverts au 31/12/2019 (P5) **318 290 051**

Estimation du montant maximal des CP nécessaires après 2020 pour couvrir les engagements non couverts au 31/12/2019 (P6 = R6 – P5) **303 142 862**

NB : les montants ci-dessus correspondent uniquement aux crédits hors titre 2

** LFI 2019 + reports 2018 + mouvements réglementaires + FDC + ADP + fongibilité asymétrique + LFR*

JUSTIFICATION PAR ACTION

Action 03
Renforcement des réseaux

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		164 200 000	**164 200 000**		166 123 953	**166 123 953**
Crédits de paiement		164 200 000	**164 200 000**		166 368 272	**166 368 272**

La consommation réelle en AE après traitement des retraits d'engagement s'est élevée à 168 119 077,81 €.

Les travaux relatifs à la résorption des départs mal alimentés concernent les départs de réseau présentant des valeurs de tension hors de la plage des valeurs admissibles mentionnée à l'article 3 de l'arrêté du 24 décembre 2007 pris en application du décret n°2007-1826 du 24 décembre 2007 relatif aux niveaux de qualité et aux prescriptions techniques en matière de qualité des réseaux publics de distribution et de transport d'électricité.

Il est rappelé que, pour cette action comme pour les autres, une enveloppe de subventions est notifiée annuellement aux AODE sur la base de la LFI et de la répartition validée par le Conseil du FACE. Les AODE transmettent ensuite leur programmation de travaux dans la limite de cette enveloppe, qui donne lieu à une décision attributive de subventions déclenchant la consommation d'AE. La consommation des CP intervient en cas de demande de versement prévisionnel de trésorerie ou sous forme d'acomptes au fur et à mesure de la réalisation des travaux : elle porte donc sur quatre à cinq ans à partir du 1er janvier de l'année de programmation en raison du caractère pluriannuel des projets financés.

L'écart de 3,9 M€ en AE (après traitement des retraits d'engagement) entre la LFI et l'exécution provient de l'engagement des demandes de subventions non traitées sur ce sous-programme en fin d'année 2018 (3,8 M€ de reports).
L'exécution en CP supérieure à l'enveloppe de crédits ouverts en LFI s'explique par la consommation des reports de crédits 2018 issus des demandes de subventions non traitées en fin d'année 2018 et des demandes de paiement supérieures au prévisionnel, comportant des aléas liés à l'avancement des travaux de chacune des opérations. La démarche de sensibilisation faite de manière récurrente auprès des AODE est également un facteur d'explication.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	164 200 000	166 123 953	164 200 000	166 368 272
Transferts aux collectivités territoriales		166 123 953		166 368 272
Transferts aux autres collectivités	164 200 000		164 200 000	
Total	**164 200 000**	**166 123 953**	**164 200 000**	**166 368 272**

Action 04
Extension des réseaux

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		41 600 000	**41 600 000**		31 854 801	**31 854 801**
Crédits de paiement		41 600 000	**41 600 000**		46 533 328	**46 533 328**

La consommation réelle en AE après traitement des retraits d'engagement s'est élevée à 33 111 495,52 €.

Les aides relevant de cette action ont pour objet d'aider à l'extension des réseaux, hormis le cas où ceux-ci ne sont pas à la charge du maître d'ouvrage.

L'écart de 8,4 M€ en AE (après traitement des retraits d'engagement) entre la LFI et l'exécution est le reflet de moindres engagements sur ce sous-programme. Un montant de 3,1 M€ d'engagements n'ayant pu être réalisé en fin de gestion 2019 est à reporter sur les AE 2020. Par ailleurs, certaines AODE sollicitent le transfert de leur dotation vers le sous-programme renforcement, comme le prévoit l'article 4 de l'arrêté du 27 mars 2013.

L'exécution en CP supérieure à l'enveloppe de crédits ouverts en LFI s'explique par la consommation des reports de crédits 2018 issus des demandes de subventions non traitées en fin d'année 2018 et des demandes de paiement supérieures au prévisionnel, comportant des aléas liés à l'avancement des travaux de chacune des opérations. La démarche de sensibilisation faite de manière récurrente auprès des AODE est également un facteur d'explication.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	41 600 000	31 854 801	41 600 000	46 533 328
Transferts aux collectivités territoriales		31 854 801		46 533 328
Transferts aux autres collectivités	41 600 000		41 600 000	
Total	**41 600 000**	**31 854 801**	**41 600 000**	**46 533 328**

Action 05
Enfouissement et pose en façade

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		42 500 000	**42 500 000**		39 549 184	**39 549 184**
Crédits de paiement		42 500 000	**42 500 000**		52 258 418	**52 258 418**

La consommation réelle en AE après traitement des retraits d'engagement s'est élevée à 40 344 007,81 €.

Cette action a pour objet d'aider les travaux réalisés pour des raisons esthétiques (enfouissement ou pose en façade), en complément d'autres travaux de renforcement ou d'extension.

L'écart de 2,1 M€ en AE (après traitement des retraits d'engagement) entre la LFI et l'exécution est le reflet de moindres engagements également sur ce sous-programme cette année. L'exécution intègre pour autant 2,08 M€ de demandes de subventions non traitées en fin de gestion 2018. Un montant de 2,7 M€ d'engagements n'ayant pu être réalisé en fin de gestion 2019 est à reporter sur les AE 2020.

L'exécution en CP supérieure à l'enveloppe de crédits ouverts en LFI s'explique par la consommation des reports de crédits 2018 issus des demandes de subventions non traitées en fin d'année 2018 et des demandes de paiement supérieures au prévisionnel, comportant des aléas liés à l'avancement des travaux de chacune des opérations. La démarche de sensibilisation faite de manière récurrente auprès des AODE est également un facteur d'explication.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	42 500 000	39 549 184	42 500 000	52 258 418
Transferts aux collectivités territoriales		39 549 184		52 258 418
Transferts aux autres collectivités	42 500 000		42 500 000	
Total	**42 500 000**	**39 549 184**	**42 500 000**	**52 258 418**

Action 06
Sécurisation des fils nus (hors faible section)

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		48 700 000	**48 700 000**		46 489 175	**46 489 175**
Crédits de paiement		48 700 000	**48 700 000**		51 959 289	**51 959 289**

La consommation réelle en AE après traitement des retraits d'engagement s'est élevée à 46 992 935,90 €.

Cette action vise à la résorption des réseaux de fils nus, vulnérables aux intempéries et autres aléas climatiques.

L'écart de 1,7 M€ en AE (après traitement des retraits d'engagement) entre la LFI et l'exécution est le reflet de moindres engagements également sur ce sous-programme cette année et d'un montant de 1,4 M€ d'engagements n'ayant pu être réalisé en fin de gestion 2019 qui sera reporté sur les AE 2020. L'exécution intègre pour autant 1,5 M€ de demandes de subventions non traitées en fin de gestion 2018.

L'exécution en CP supérieure à l'enveloppe de crédits ouverts en LFI s'explique par la consommation des reports de crédits 2018 issus des demandes de subventions non traitées en fin d'année 2018 et des demandes de paiement supérieures au prévisionnel comportant des aléas liés à l'avancement des travaux de chacune des opérations. La démarche de sensibilisation faite de manière récurrente auprès des AODE est également un facteur d'explication

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	48 700 000	46 489 175	48 700 000	51 959 289
Transferts aux collectivités territoriales		46 489 175		51 959 289
Transferts aux autres collectivités	48 700 000		48 700 000	
Total	**48 700 000**	**46 489 175**	**48 700 000**	**51 959 289**

Action 07
Sécurisation des fils nus de faible section

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		52 500 000	**52 500 000**		49 736 834	**49 736 834**
Crédits de paiement		52 500 000	**52 500 000**		53 505 234	**53 505 234**

La consommation réelle en AE après traitement des retraits d'engagement s'est élevée à 50 233 164,88 €.

Cette action vise à la résorption des fils de section plus faibles que les fils nus, et par conséquent plus fragiles.

L'écart de 2,2 M€ en AE (après traitement des retraits d'engagement) entre la LFI et l'exécution est le reflet de moindres engagements également sur ce sous-programme cette année et d'un montant de 2 M€ d'engagements n'ayant pu être réalisé en fin de gestion 2019 qui sera reporté sur les AE 2020. L'exécution intègre pour autant 1,5 M€ de demandes de subventions non traitées en fin de gestion 2018 et engagés en 2019.

L'exécution en CP supérieure à l'enveloppe de crédits ouverts en LFI s'explique par la consommation des reports de crédits 2018 issus des demandes de subventions non traitées en fin d'année 2018 et des demandes de paiement supérieures au prévisionnel comportant des aléas liés à l'avancement des travaux de chacune des opérations. La démarche de sensibilisation faite de manière récurrente auprès des AODE est également un facteur d'explication.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	52 500 000	49 736 834	52 500 000	53 505 234
Transferts aux collectivités territoriales		49 736 834		53 505 234
Transferts aux autres collectivités	52 500 000		52 500 000	
Total	**52 500 000**	**49 736 834**	**52 500 000**	**53 505 234**

Action 08
Fonctionnement

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		200 000	**200 000**		384 761	**384 761**
Crédits de paiement		200 000	**200 000**		357 779	**357 779**

Les frais de fonctionnement du CAS intègrent les dépenses issues du développement d'un système d'information rénové, les frais de logistique liés aux actions de contrôle.

Ces frais de fonctionnement sont en totalité imputés sur le programme 793, bien que concernant également le programme 794.

Le développement du nouveau système de gestion informatisé des aides a débuté en 2018. A ce titre 377 082,46 € en AE ont été engagés en 2019, et 350 100,67 € en CP, pour un budget initialement affecté sur cette ligne lors du Conseil à l'électrification rurale de janvier 2019 à 300 K€, dans le cadre de la répartition des crédits par sous-programme. D'autre part, des crédits non utilisés du sous-programme Déclaration d'utilité publique-Très haute tension ont été redéployés pour compléter les besoins de financement sur le projet du SI FACE.

Enfin, les frais de mission liés au contrôle s'élèvent à 7 678,32 € en AE=CP correspondant aux frais de déplacement sur sites du contrôleur, pour un volume de 18 contrôles en 2019.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 3 : Dépenses de fonctionnement	200 000	384 761	200 000	357 779
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	200 000	384 761	200 000	357 779
Total	**200 000**	**384 761**	**200 000**	**357 779**

Action 09
Déclaration d'utilité publique (Très haute tension)

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		500 000	**500 000**			
Crédits de paiement		500 000	**500 000**		286 724	**286 724**

Les demandes d'aides au titre de cette action doivent être présentées par l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité concernée, qui précise le projet de ligne très haute tension et les travaux envisagés. La décision d'attribution d'une aide ne peut intervenir que si la déclaration d'utilité publique a fait l'objet d'une publication au Journal officiel. De plus, les aides ne sont versées que si la demande d'aide est accompagnée d'une attestation établie

par le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et certifiant qu'après autorisation d'exécution, délivrance du permis de construire, accords amiables des propriétaires et/ou mise en servitude légale par décision préfectorale, les travaux de construction des lignes très haute tension ont effectivement commencé. L'avis du gestionnaire de réseaux concerné doit être sollicité ; en cas d'avis défavorable, l'avis du Conseil à l'électrification rurale mentionné au 9èalinéa du I de l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales est également sollicité.

Le service de gestion du CAS FACE n'a enregistré aucune demande au titre de ce sous-programme en 2019, mais a procédé au versement de subventions d'opérations validées antérieurement.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	500 000		500 000	286 724
Transferts aux collectivités territoriales				286 724
Transferts aux autres collectivités	500 000		500 000	
Total	**500 000**		**500 000**	**286 724**

Action 10
Intempéries

	Prévision LFI			Réalisation		
(y.c. FdC et AdP)	Titre 2	Autres titres	Total	Titre 2	Autres titres	Total
Autorisations d'engagement		5 000 000	**5 000 000**		9 175 890	**9 175 890**
Crédits de paiement		5 000 000	**5 000 000**		8 927 901	**8 927 901**

Cette action a pour objet d'aider au renforcement anticipé de départs de réseaux sous maîtrise d'ouvrage d'autorités organisatrices de la distribution d'électricité endommagés par des intempéries, voire à l'enfouissement de ces départs si cette opération est de nature à réduire les risques de destruction en cas d'intempéries ultérieures.

L'aide porte sur le surcoût relatif au renforcement ou à l'enfouissement des portions de réseaux à reconstruire, la part correspondant à la remise en état du réseau étant à la charge du gestionnaire du réseau de distribution.

Les demandes d'aides doivent faire l'objet d'un dossier établi par l'autorité organisatrice de la distribution d'électricité, cosigné par le gestionnaire de réseau de distribution concerné et être présentées dans un délai maximum de six mois suivant la survenance des intempéries. L'avis du gestionnaire de réseaux concerné doit être sollicité ; en cas d'avis défavorable, l'avis du Conseil à l'électrification rurale mentionné au 9e alinéa du I de l'article L.2224-31 du code général des collectivités territoriales est également sollicité.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation	Prévision LFI y.c. FdC et AdP	Réalisation
Titre 6 : Dépenses d'intervention	5 000 000	9 175 890	5 000 000	8 927 901
Transferts aux collectivités territoriales		9 175 890		8 927 901
Transferts aux autres collectivités	5 000 000		5 000 000	
Total	**5 000 000**	**9 175 890**	**5 000 000**	**8 927 901**

La consommation d'AE de 9,176 M€ est bien supérieure à la prévision en LFI du fait du montant de 9,176 M€ affecté en cours d'année, pris sur les autorisations d'engagements non affectées lors de la répartition des crédits par sous-programmes au Conseil à l'électrification rurale de janvier 2019. Ce montant correspond aux subventions accordées pour la seconde tranche de travaux sur le réseau électrique des iles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, suite aux dégats très importants causés par l'ouragan Irma.

L'exécution en CP de 8,9 M€ est également supérieure à l'enveloppe de crédits ouverts en LFI du fait de la consommation élevée de crédits de paiement de plusieurs dossiers financés au titre de ce sous-programme dont 5 M€ liés à la première tranche de travaux à Saint-Martin et Saint-Barthélemy, financés en 2018.